

APRÈS LES INONDATIONS DE JUILLET 2021

Un déluge de déchets : 150.000 tonnes !

Entre les encombrants souillés, les terres charriées et les gravats, la Wallonie a eu fort à faire pour gérer les déchets des inondations.

Trois sites majeurs ont été retenus pour stocker quelque 150.000 tonnes de déchets venant des inondations. Si tout n'est pas terminé, la gestion des déchets a déjà fortement avancé.
Les inondations de juillet 2021 ont généré des déchets en masse. Ces déchets ont été au cœur du travail du Service Public de Wallonie ARNE (Agriculture, Ressources Naturelles, Environnement). « Au SPW ARNE, il y a plusieurs départements dont celui qui s'occupe du sol et des déchets. La direction des infrastructures de gestion et de la politique des déchets s'occupe du volet « déchets » du département », explique Jean-Marc Aldric du SPW ARNE.
Suite aux inondations, il a fallu prendre des décisions dans l'urgence.
« Rien n'était dimensionné pour des catastrophes comme celle que nous avons connue. Il a, par exemple, fallu prendre la décision de permettre de mettre en centres d'enfouissement technique des déchets des inondations. Toutefois, avec les acteurs publics et privés, on a tout fait pour ne pas activer massivement cette option », poursuit Jean-Marc Aldric.

Différents acteurs

« On a tous travaillé avec différents acteurs publics et privés. Avec les communes, par exemple, pour identifier les problèmes, localiser précisément les dépôts de déchets et déterminer leurs tailles… Avec les partenaires privés aussi pour identifier une stratégie de gestion orientée vers le tri et le recyclage ».


© D.R.

« Rien n'était dimensionné pour des catastrophes comme celle que nous avons connue »

JEAN-MARC ALDRIC
SPW ARNE

Du côté des déchets, il y a eu pas mal de ce qu'on pourrait appeler les encombrants souillés, comme le bois et d'autres matériaux recyclables. Trois sites majeurs ont donc été retenus pour stocker provisoirement les déchets : l'ancienne autoroute A601 près de Liers/Herstal, le site Wérihet (Wandre) et un autre à Engis. Quelque 145.000 tonnes de déchets y ont été déposées. Dans une seconde phase, il va falloir traiter les déchets déposés dans des dépôts secondaires communaux qui sont une dizaine. La Spaque (Société Publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement) a d'ailleurs lancé les cahiers des charges en ce sens.

Pollution diffuse

Ajoutons à cela la gestion de grandes quantités de terres charriées (qui contiennent des gravats, des cailloux…). Transitoirement, elles ont été déposées sur la A601 avant d'aller vers des centres de traitement car certaines pourraient être polluées.
De pollution, il peut aussi en être question chez les particuliers. Dans ce cadre, la Spaque a reçu mandat du Gouvernement wallon pour qualifier l'ampleur de la pollution dans les jardins des particuliers. « Il y a eu de la pollution des terres mais elle est relativement diffuse. Le danger effectif semble réduit », poursuit Jean-Marc Aldric.
Aujourd'hui, près de 8 mois après les inondations, si la plus grosse partie des déchets qu'elles ont généré a déjà été prise en charge, il en reste, bien évidemment. « Notamment les déchets diffus au bord des rivières mais aussi chez des particuliers qui vont seulement démarrer leurs travaux de rénovation/reconstruction. » ■

L.B.

Retrouvez notre reportage en vidéo en scannant ce QR Code


3 août 2021. L'impressionnante moisson de déchets sur l'A601 à Milmort. © Belga

BE WAPP

102 actions, plus de 3.400 bénévoles

La propreté publique fait partie des missions de l'ASBL Be WaPP. On lui doit notamment le grand nettoyage de printemps de la Wallonie. Elle est évidemment intervenue dans le contexte des inondations.
« Be WaPP est intervenue pour coordonner le travail des bénévoles, avec les contrats de rivières », note Jean-Marc Aldric (SPW ARNE).
L'ASBL a mis en place une plateforme pour encadrer le travail des bénévoles et organiser leur travail au moyen d'une carte interactive en vue de disperser les ressources. Be WaPP leur a également fourni une assurance pour garantir leur sécurité sur ces terrains parfois dangereux.


Les bénévoles s'activent. © LL.P.

Au total, 102 actions, réunissant quelque 3.400 participants, ont été mises sur pied après les inondations. ■

L.B.

INTRODUCTION DES DEMANDES : JUSQU'AU 31 MAI

L'assainissement des jardins pollués démarre

La Spaque (Société Publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement) constitue le bras armé de la Wallonie pour l'assainissement et la prise en charge des sols pollués des anciennes friches industrielles et décharges.
« Nous sommes régulièrement confrontés à des urgences environnementales et, selon leur importance, nous avons la capacité de nous adapter pour y faire face rapidement. Généralement, le problème est réglé en quelques jours ou semaines. Avec les inondations de juillet dernier, on s'est retrouvé avec du travail sur plusieurs mois et plusieurs sites », explique Caroline Charlier, porte-parole de la Spaque.
Dans ce cadre, plusieurs missions ont été confiées à la société dont l'évacuation des déchets stockés. Pour cela, la Spaque a dû lancer des marchés publics et des appels d'offres vers des entreprises du privé.
« Il a fallu gérer la prise en charge de A à Z, assurer le suivi mais aussi imposer du recyclage, du transport plus environnemental (péniches…) », ajoute Caroline Charlier. « Sur le site du Wérihet (lire par ailleurs), en raison notamment des odeurs, il a fallu agir vite. En 3 semaines, tout était évacué. Puis, la Spaque a traité les sites d'Engis et de l'A601 pour laquelle 5 mois ont été nécessaires pour tout évacuer. »

Introduire un dossier

Ce mois-ci, un autre chantier commence : celui de l'assainissement des jardins et terrains non bâtis pour lesquels des analyses ont été effectuées afin de détecter la présence d'hydrocarbures.
« Certains riverains craignaient de telles pollutions. Après analyse, à peine 10 à 12 % des terrains ont été pollués car si des citernes et autres voitures ont bien été renversées, la pollution s'est dispersée. Quand elle est restée, c'est souvent dans des lieux en cuvette et sur des petites superficies ».


© D.R.

« Les particuliers ou communes qui voudraient introduire une demande d'analyse de sol peuvent le faire jusqu'au 31 mai »

CAROLINE CHARLIER
Porte-parole de la Spaque


Après le nettoyage, place à la dépollution. © V.Lorent

Notons que les particuliers ou communes qui voudraient introduire une demande pour une analyse d'un sol pollué peuvent encore le faire jusqu'au 31 mai.
Suivront également les chantiers d'évacuation des boues et terres charriées par les inondations, ainsi que l'évacuation des déchets issus des cours d'eau. Ceux-ci représentent à nouveau plusieurs dizaines de milliers de tonnes. ■

L.B.